Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 37

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 15 febbraio 1955 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

SOMMARIO

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Ricompensa al valor militare

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il 9° ed ultimo comma dell'art. 87 della Costituzione;
Sentito il parere della Commissione militare consultiva unica per la concessione e la perdita di decorazioni al valor militare:
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la difesa;

Decreta:

Art. 1.

E' concessa la sottonotata decorazione al valor militare:

ALLA MEMORIA.

MEDAGLIA D'ARGENTO AL VALOR MILITARE

Piroscafo « Capo Orso ».

TOMBOLATO Erigo di Fortunato e di Zanon Erminia, nato a Vicenza il 23 ottobre 1920, caporal maggiore (distretto militare Padova). — Destinato a gruppo contraereo imbarcato su nave-trasporto, dava costante prova di elevato senso del dovere. Nel corso di missione di guerra, attaccata la nave da aero-siluranti, colpiva ripetutamente gli incursori col fuoco della sua arma. Incendiata ed affondata l'unità, da siluro nemico, si prodigava nel soccorrere i feriti ed i pericolanti finchè, stremato dal nobile sforzo, scompariva in mare. — Canale di Sicilia, 16 febbraio 1943.

Art. 2.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 16 ottobre 1954

EINAUDI

TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 dicembre 1954
Registro n. 25 Difesa-Marina, foglio n. 108. — BROCCHI

(651)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 gennaio 1955, n. 26.

Approvazione ed esecuzione della Convenzione per la istituzione dell'Organizzazione europea per la protezione delle piante, firmata a Parigi il 18 aprile 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvata la Convenzione per l'istituzione della Organizzazione europea per la protezione delle piante firmata a Parigi il 18 aprile 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

All'onere derivante dall'esecuzione della presente legge, previsto in lire 1.800.000, si farà fronte con lo stanziamento iscritto al capitolo n. 37 dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per l'esercizio finanziario 1953-54.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 gennaio 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — MEDICI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Convention pour l'Établissement de l'Organisation européenne pour la protection des plantes

Les Etats parties à la présente Convention, conscients de l'importance d'une coopération internationale en vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies des plantes et désirant continuer et étendre les travaux déjà entrepris dans ce domaine par le Comité International de Lutte contre le Doryphore et par le Groupe de Travail Européen sur l'Infestation des Denrées Stockées sont convenus de ce qui suit:

Article I

Organisation

Il est institué une Organisation européenne pour la Protection des Plantes (ci-après nommée l'Organisation).

Article II

Définition

Aux termes de la présente Convention, le terme « plantes et produits végétaux » signifie « plantes et

parties de plantes vivantes, matériaux non-manufacturés dérivés de plantes, et produits alimentaires fabriqués avec des plantes et des parties de plantes ».

Article III
Membres

a) Peuvent devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention suivant les termes de l'Article XX:

1. Les Gouvernements des pays indiqués au Tableau III.
2. Le Gouvernement de tout autre pays que le Conseil de l'Organisation peut décider d'inviter à devenir membre.

b) Le Gouvernement de tout territoire au sujet duquel une déclaration a été formulée selon les termes de l'Article XXI, peut être admis comme membre par le Conseil de l'Organisation, mais seulement sur proposition du Pays membre qui formula la déclaration. Toute décision de ce genre sera prise à la majorité des deux tiers des votants. Les territoires ainsi admis devraient être de ceux qui, de l'avis du Conseil, seraient à même d'apporter une contribution définie et individuelle aux travaux de l'Organisation.

Article IV
Siège

a) Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.
b) Les reunions de l'Organisation se tiendront en principe au lieu du siège.

Article V
Fonctions

a) Les fonctions de l'Organisation seront de:

1. Conseiller les Etats membres sur les mesures techniques, administratives et législatives, nécessaires pour prévenir l'introduction et la propagation des ennemis et des maladies des plantes et des produits végétaux;
2. Aider si nécessaire les Etats membres dans l'application de ces mesures;
3. Coordonner et encourager, si possible, des campagnes sur le plan international contre les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux;
4. Obtenir des renseignements des Etats membres quant à l'existence, l'apparition ou l'extension de parasites et maladies des plantes et produits de plantes, et de transmettre ces renseignements aux Etats membres;
5. Assurer l'échange d'informations sur la législation nationale concernant la quarantaine des plantes et sur d'autres mesures affectant le libre mouvement des plantes et des produits végétaux;
6. Etudier les possibilités de simplifier et promouvoir l'unification des règlements et des certificats en matière phytosanitaire;
7. Faciliter la coopération dans les recherches pour toutes les questions concernant les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux et pour les questions concernant la lutte et faciliter l'échange des renseignements scientifiques y relatifs;
8. Mettre sur pied un système de documentation et publier sous la forme voulue les documents destinés à la propagande ou au progrès technique ou scientifique pouvant être déterminés par l'Organisation;
9. Formuler des recommandations aux Etats membres sur toutes les questions visées au présent Article;
10. Prendre, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées pour atteindre les buts de l'Organisation, tels qu'ils se trouvent définis dans le préambule à la présente Convention.

b) Les fonctions de l'Organisation s'appliqueront particulièrement, mais non exclusivement, aux ennemis et maladies affectant les plantes et les produits végétaux, dans les échanges internationaux spécifiés à l'Annexe II.

Article VI
Obligation des Etats membres

Les Etats membres fourniront à l'Organisation, dans toute la mesure de leur possible, les informations dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses fonctions.

Article VII
Relations avec les autres Organisations

a) L'Organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et le Conseil demandera à être reconnu comme Organisation régionale de Protection des Plantes, selon les termes de toute Convention Internationale générale sur la Protection des Plantes qui serait adoptée.

b) L'Organisation peut également collaborer avec d'autres Organisations Internationales ayant une activité analogue et fera tout son possible pour éviter double emploi de travail.

Article VIII
Actif et passif

L'Organisation prend à son compte l'actif et le passif du Comité International de Lutte contre le Doryphore et du Groupe de Travail sur l'infestation des Denrées Stockées.

Article IX
Conseil

a) Le Conseil de l'Organisation est composé des représentants des Etats membres.

Chaque Etat membre a le droit de nommer un représentant au Conseil et un suppléant.

Les représentants et suppléants désignés par les Etats membres peuvent être accompagnés d'observateurs et de conseillers.

b) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article X
Sessions du Conseil

a) Le Conseil se réunit en principe en session ordinaire une fois par an.

b) Une réunion extraordinaire du Conseil doit être convoquée quand au moins un tiers des membres en a fait la demande au Président.

Article XI
Règlement

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement financier de l'Organisation.

Article XII
Observateurs

a) Le Gouvernement d'un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation, peut, avec le consentement du Con-

seil ou du Comité Exécutif, se faire représenter à toute session du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ceux-ci n'ont pas le droit de vote.

b) Toute Organisation Internationale ayant une activité analogue peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, être représentée à toute réunion du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ces observateurs n'ont pas le droit de vote.

Article XIII
Attributions du Conseil

Le Conseil a les attributions suivantes:

a) L'examen et l'approbation du rapport du Directeur général sur les activités de l'Organisation depuis la dernière session ordinaire du Conseil;

b) L'examen et l'approbation des comptes annuels et du projet de budget de l'Organisation;

c) L'examen et l'approbation du programme d'action et le programme d'activité futur de l'Organisation préparé par le Comité Exécutif;

d) La création des comités techniques qu'il jugera nécessaires.

Article XIV
Président et Vice-Président

a) Le Conseil élit un Président et un Vice-Président parmi les représentants des Etats membres;

b) Le mandat du Président et du Vice-Président est de trois ans. Il peut être renouvelé.

Article XV
Comité Exécutif

a) Le Comité Exécutif est composé du Président et du Vice-Président du Conseil et des représentants de cinq Etats membres élus par le Conseil.

b) Le mandat des membres du Comité Exécutif est fixé à trois ans. Les membres du Comité Exécutif sont rééligibles.

c) Dans le cas où une vacance se produirait au Comité Exécutif avant la date normale d'expiration du mandat, le Comité Exécutif demandera à un Etat membre de désigner un représentant pour combler la vacance pour la durée restant à courir.

d) Le Président du Conseil assume la présidence du Comité Exécutif qu'il convoque au moins une fois entre deux sessions ordinaires.

Article XVI
Attributions du Comité Exécutif

Les attributions du Comité Exécutif seront:

a) de proposer au Conseil des lignes de conduite et le programme des activités pour l'avenir;

b) de mettre en pratique les lignes de conduite qui auront été approuvées par le Conseil;

c) de soumettre au Conseil des budgets provisoires et les comptes annuels;

d) d'entreprendre toute autre tâche que la présente Convention peut lui assigner, d'adopter ses propres règles de procédure et de remplir toute autre fonction qui peut lui être assignée aux termes de la présente Convention.

Article XVII
Le Directeur-Général

a) Le Conseil nomme le Directeur-Général de l'Organisation et fixe le montant de sa rémunération.

b) Le Directeur-Général est chargé de l'exécution du programme approuvé par le Conseil, sous le contrôle du Comité Exécutif.

c) Le Directeur-Général est placé à la tête des services administratifs de l'Organisation qui fonctionnent sous sa responsabilité.

d) Le Directeur Général présente, à chaque session ordinaire du Conseil, un rapport sur les activités de l'Organisation et la situation financière.

Article XVIII
Questions financières

a) Les frais de l'Organisation seront couverts par des versements annuels des Etats membres selon l'échelle spécifiée à l'Annexe I ci-jointe, sauf cas exceptionnels approuvés par le Conseil.

b) Les Etats intéressés décideront à quelle catégorie de membres ils appartiendront, conformément à l'alinéa précédent.

c) Les contributions annuelles seront versées avant la fin du premier mois de chaque exercice financier de l'Organisation. Le début de l'exercice financier sera déterminé par le Comité Exécutif.

d) Le Comité Exécutif fixera la monnaie dans laquelle seront versées les contributions des Etats membres, sous réserve du consentement des Etats intéressés.

e) Une contribution supplémentaire peut être payée par un Etat ou par un groupe d'Etats pour des projets spéciaux de lutte ou les campagnes que peut proposer le Comité Exécutif dans l'intérêt de cet Etat ou groupe d'Etats.

f) Le Comité Exécutif nommera des Experts-Comptables qui examineront annuellement la comptabilité et présenteront un rapport au Comité Exécutif qui sera soumis au Conseil.

Article XIX
Amendements

a) Les textes des propositions d'amendement à la présente Convention et à l'Annexe I seront communiqués par le Directeur-Général aux Etats membres trois mois au moins avant leur prise en considération par le Conseil. Les amendements entreront en vigueur après adoption par une majorité des deux tiers des membres du Conseil présents et votant, à condition que les amendements impliquant des obligations nouvelles pour les membres n'entrent en vigueur pour chaque membre qu'après acceptation.

b) Les amendements à l'Annexe II ci-jointe peuvent être approuvés par le Conseil à la majorité simple des votes émis.

c) Le Gouvernement Français doit recevoir notification des acceptations d'amendements et informera tous les Etats membres de la réception d'acceptations et de l'entrée en vigueur des amendements.

Article XX
Signature et acceptation

a) La présente Convention restera ouverte à la signature ou à l'adhésion et les Etats qui, aux termes de l'Article III, ont le droit de devenir membres de l'Organisation, peuvent adhérer à la Convention par:

1. La signature;
2. La signature sous réserve de ratification; ou
3. L'adhésion.

b) L'adhésion prendra effet par le dépôt d'un instrument auprès du Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements de la date à laquelle chaque Gouvernement signera la Convention ou y adhérera.

Article XXI

Extension territoriale du champ d'application

a) Tout Gouvernement, au moment de la signature ou de l'acceptation de la présente Convention, ou à une date ultérieure, peut déclarer que sa participation à la Convention comprend l'ensemble ou une partie des territoires dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement Français.

b) Toute déclaration faite par un Gouvernement en vertu du paragraphe *a)* de cet Article, après son adhésion à la Convention, entrera en vigueur le trentième jour suivant réception de la déclaration par le Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements adhérant à la Convention des déclarations faites en vertu des paragraphes *a)* et *b)* du présent Article.

Article XXII

Rétrait

a) Tout Etat membre peut en tous temps et après deux années de participation dénoncer la présente Convention par une notification de retrait adressée au Gouvernement Français. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

b) Le non-paiement de deux contributions annuelles consécutives implique d'office le retrait de la Convention, pour l'Etat qui aurait ainsi manqué à ses engagements.

c) L'application de la Convention à un territoire ou des territoires en vertu de l'Article XXI peut être résiliée par notification adressée au Gouvernement Français par l'Etat membre responsable des relations internationales d'un tel territoire ou de tels territoires. La notification prendra effet un an après la date de sa réception.

d) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Etats contractants des notifications données en vertu des paragraphes *a)* et *b)* de cet Article.

Article XXIII

Entrée en vigueur

a) La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle cinq Gouvernements seront parties à la Convention conformément aux termes de l'Article XX.

b) Le Gouvernement Français informera immédiatement de la date d'entrée en vigueur tous les Gouvernements qui ont signé la Convention ou y ont adhéré.

ANNEXE I

Barème des contributions annuelles approuvé par le Conseil (Voir Article XVIII).

Première catégorie	500	Livres	Sterling
Deuxième »	1.000	»	»
Troisième » .	1.500	»	»
Quatrième » . . .	2.000	»	»

ANNEXE II

Ennemis et maladies qui ritiendront l'attention avec la date d'approbation par l'Organisation (Voir Article V).

1. Doryphore (*Leptinotarsa decemlineata*) . . 1951
2. Nématode Doré de la Pomme di Terre (*Heterodera rostochiensis*) . 1951
3. Pou de San José (*Aspidiotus perniciosus*) 1951
4. Maladie verruqueuse de la Pomme de Terre (*Synchytrium endobioticum*) 1951
5. Parasites animaux et végétaux des denrées stockées et rongeurs nuisibles aux cultures précédemment à la charge du Groupe Européen de Travail sur l'Infestation des Denrées Stockées 1951

ANNEXE III

Les pays qui ont été invités par le Gouvernement Français à adhérer à la Convention:

Albanie
Autriche
Belgique
Biélo-Russie
Bulgarie
Danemark
Egypte
Espagne
Finlande
France (également pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Liban
Lichtenstein
Luxembourg
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République Fédérale d'Allemagne
Roumanie
Royaume-Uni
San Marino
Suède
Suisse
Syrie
Tchécoslovaquie
Turquie
Ukraine
U. R. S. S.
Yougoslavie

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé la présente Convention et ses Annexes.

Fait a Paris, le 18 avril 1951, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Français.

Pour le Danemark:
HALVOR SKOV
P. BOVIEN

Pour la Belgique:
GUILLAUME
H. VAN ORSHOVEN

Pour l'Espagne:
MIGUEL BENLLOCH

Pour la France:
R. PROTIN

Pour l'Irlande:
D. DELANEY

Pour l'Italie:
A. MELIS

Pour le Luxembourg
E. WIRION

Pour les Pays-Bas:
C. J. BIJEJER

Pour le Portugal:
FRANCISCO ARANHA

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
H. DREES

Pour le Royaume-Uni:
J. HENSLEY

Pour la Suisse:
A. CHAPONNIER

Pour la R. P. F. de Yougoslavie:
G. NONWEILLER

Pour l'Autriche:
F. BERAN

Pour la Grèce:
D. KOULOPOULOS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO MINISTERIALE 31 gennaio 1955.
Scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede nel comune di Pontinia (Latina).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691 ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Considerato che nei confronti della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede nel comune di Pontinia (Latina), ricorrono gli estremi previsti nell'art. 57, lettere *a*) e *b*) del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, per lo scioglimento degli organi amministrativi dell'azienda e la sottoposizione della stessa alla amministrazione straordinaria di che al titolo VII, capo 2° del citato regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Ritenuta l'urgenza;

Sulla proposta della Banca d'Italia;

Decreta:

Gli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede nel comune di Pontinia (Latina), sono sciolti in applicazione del combinato disposto degli articoli 33 del citato testo unico e 57, lettere *a*) e *b*) del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 gennaio 1955

Il Ministro: GAVA

(687)

DECRETO MINISTERIALE 5 febbraio 1955.
Autorizzazione alla Società per azioni Magazzini generali consorziali a istituire a Milano un Magazzino generale per prodotti e macchinari siderurgici e meccanici, nazionali e nazionalizzati.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento e il funzionamento dei Magazzini generali, ed il regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, che approva il regolamento d'esecuzione;

Vista la domanda presentata dalla Società Magazzini generali consorziali, con sede in Milano, per essere autorizzata all'istituzione e all'esercizio in Milano, via B. Galliari n. 1, in locali di proprietà, di un Magazzino generale per merci varie, nazionali e nazionalizzate;

Viste le delibere n. 571 del 19 ottobre 1953 e n. 750 del 9 dicembre 1954, adottate dalla Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano e, in particolare, la prima che ha ritenuto di poter esprimere parere favorevole solo se ed in quanto l'istituendo Magazzino venga riservato ai prodotti e macchinari siderurgici e meccanici;

Visto lo schema di regolamento predisposto dagli interessati e le tariffe allegatevi;

Decreta:

Art. 1.

La Società per azioni Magazzini generali consorziali, con sede in Milano, è autorizzata ad istituire e gestire in Milano, via B. Galliari n. 1, un Magazzino generale per prodotti e macchinari siderurgici e meccanici nazionali o nazionalizzati.

Ai depositi effettuati nel Magazzino generale di cui sopra, si applicano le tariffe di cui al rogito Alessandro Guasti di Milano, n. 31892 di repertorio e 13372 progressivo, subordinatamente all'approvazione del locale Comitato prezzi, e le norme regolamentari di cui al rogito notarile su citato, subordinatamente all'introduzione nelle norme medesime, delle seguenti modificazioni, che dovranno risultare da apposito rogito aggiuntivo:

a) depennamento, dall'art. 1, di ogni riferimento a merci che non siano quelle autorizzate col presente decreto;

b) depennamento, dall'art. 9 del primo comma perchè in contrasto con l'art. 1, n. 1, del regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, citato nelle premesse;

c) depennamento, dal primo comma dell'art. 20 dei riferimenti agli articoli 15, terzo comma, del regio decreto-legge 1926/2290 predetto, e 22 del regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

d) depennamento, dall'art. 29, dell'intero comma secondo;

e) soppressione degli articoli 34 e 35, che si riferiscono a merci non di autorizzata introduzione a Magazzino;

f) soppressione dell'art. 39, perchè in contrasto con l'art. 7, secondo comma, del regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

g) soppressione dell'art. 53;

h) depennamento, dall'art. 55, dell'intero secondo periodo « Le indicazioni, ecc. »;

i) soppressione degli articoli 78 e 79, perchè superflui;

l) limitazione delle voci di tariffa alle soli merci autorizzate col presente decreto;

m) sostituzione, all'art. 91, delle parole « presso un istituto di credito di diritto pubblico » con le altre « presso una delle aziende di credito di cui all'art. 5 del regio decreto-legge 1° marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni ».

Art. 2.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano, è incaricata dell'esecuzione del presente decreto, e, in particolare, di curare che, a spese degli interessati, venga effettuata la pubblicazione di cui all'art. 5, terzo comma, del regio decreto 1° luglio 1926, n. 2290, dalla quale dovrà risultare:

a) l'avvenuta stipulazione del rogito notarile di cui all'art. 1 del presente decreto;

b) gli estremi relativi all'approvazione, da parte del Comitato provinciale prezzi di Milano, del tariffario proposto dagli interessati, da limitarsi a termini dell'art. 1, lettera *l*), del presente decreto.

Dopo effettuata la pubblicazione di cui al citato articolo 5, terzo comma, del regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, la Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano potrà proporre la forma e l'ammontare della cauzione, che gli istituendi Magazzini generali consorziali sono tenuti a prestare a termini dell'articolo 2 del regolamento 16 gennaio 1927, n. 126.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 febbraio 1955

p. *Il Ministro*: QUARELLO

(637)

DECRETO MINISTERIALE 9 febbraio 1955.

Sostituzione di un componente il Collegio dei sindaci della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 10 del decreto legislativo luogotenenziale 9 novembre 1945, n. 788, concernente l'istituzione della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria;

Visto il decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 18 maggio 1946, col quale è stato nominato il Collegio dei sindaci della Cassa predetta;

Vista la lettera di designazione, in data 10 gennaio 1955, del Ministero del tesoro;

Decreta:

Il rag. Michele Tura è chiamato a far parte del Collegio dei sindaci della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria quale rappresentante del Ministero del tesoro in sostituzione del dottore Emanuele Galante, collocato a riposo.

Roma, addì 9 febbraio 1955

Il Ministro: VIGORELLI

(686)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Carrara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 3 novembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 292, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Carrara (Massa Carrara) di un mutuo di L. 101.041.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(643)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Viareggio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 3 novembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 297, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Viareggio (Lucca) di un mutuo di L. 142.800.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(644)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Frattamaggiore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954.

Con decreto interministeriale in data 26 ottobre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 291, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Frattamaggiore (Napoli) di un mutuo di L. 16.732.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(645)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Torre del Greco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954.

Con decreto interministeriale in data 29 ottobre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 290, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Torre del Greco (Napoli) di un mutuo di L. 79.915.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(646)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Passignano sul Trasimeno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954.

Con decreto interministeriale in data 16 novembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 288, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Passignano sul Trasimeno (Perugia) di un mutuo di L. 3.640.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(648)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Giugliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954

Con decreto interministeriale in data 29 ottobre 1954, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1955, registro n. 2 Interno, foglio n. 289, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Giugliano (Napoli) di un mutuo di L. 4.073.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(647)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 11.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 % (1934)	151657	840 —	Siervo *Raffaele* fu Michele, dom. a Lagonegro (Potenza).	Siervo *Giuseppe Michele Raffaele* fu Michele, dom. a Lagonegro (Potenza).
P. Ric. Red. 3,50 % Serie 106	192	35 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	193	175 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	194	350 —	Come sopra.	Come sopra.
Cons. 3,50 % (1906)	781082	175 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	781083	175 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	781084	175 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	781085	189 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. (rendita mista)	2061	7 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	2819	350 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	4206	140 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	4207	140 —	Come sopra.	Come sopra.
P. R. 3,50 % (1934)	176673	245 —	Scardovi Ida di Raffaele, moglie di Dalmonte *Alfredo* (vincolato per dote).	Scardovi Ida di Raffaele, moglie di Dalmonte *Ernesto* (vincolato per dote).
Rend. 5 % (1935)	209430	1.750 —	Spedicati *Erminia* fu Achille, moglie di Placi Raffaele fu Luigi (vincolato per dote).	Spedicati *Angela Erminia* fu Achille, ecc., come contro.
P. R. 3,50 % (1934)	86715	1.487, 50	Somano *Francesca Noemi* fu Giuseppe, nubile, dom. a Palermo.	Somano *Noemi Francesca* fu Giuseppe, nubile, dom. a Palermo.
Id.	33328	112 —	Somano di Saint Cerques *Francesca Noemi* fu Giuseppe, nubile, dom. a Palermo.	Somano di Saint Cerques *Noemi Francesca* fu Giuseppe, nubile, dom. a Palermo.
Id.	109995	7.700 —	Peschiera *Gemma* fu Luigi, moglie di Repetto Amedeo, dom. in Genova (vincolato per dote).	Peschiera *Teresa Gemma* fu Luigi, ecc., come contro.
Rendita 5 % (1935)	144130	1.500 —	Renai Leonida fu Renato, con usufrutto a Belcari *Genoveffa* fu Ferdinando vedova Renai Renato.	Come contro, con usufrutto a Belcari *Maria Cleofe Genoveffa* fu Ferdinando vedova Renai Renato.
Id.	144132	1.125 —	Renai Giulia fu Renato, con usufrutto come sopra.	Renai Giulia fu Renato, con usufrutto come sopra.
Id.	152106	225 —	Renai Licia fu Renato, con usufrutto come sopra.	Renai Licia fu Renato, con usufrutto come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 14 gennaio 1955 *Il direttore generale*: DI CRISTINA

(333)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 36

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 14 febbraio 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,70	643,50	145,72
» Firenze	624,75	645 —	145,50
» Genova	624,80	643 —	145,65
» Milano	624,81	641,75	145,67
» Napoli	624,70	645 —	145,55
» Palermo	624,75	643,19	145,63
» Roma	624,78	641,75	145,69
» Torino	624,75	643 —	145,70
» Trieste	624,77	—	145,70
» Venezia	624,74	643,75	145,65

Media dei titoli del 14 febbraio 1955

Rendita 3,50 % 1906	61,55
Id. 3,50 % 1902	61,40
Id. 5 % 1935	93,15
Redimibile 3,50 % 1934	82,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,175
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,35
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	95,70
Id. 5 % 1936	91,50
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97,025
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,40
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,40

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 14 febbraio 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A.	Lit. 624,79
1 dollaro canadese	» 641,75
1 franco svizzero	» 145,68

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit. 1749,43

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Egitto	» 1794,55	» lira egiziana
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Padana di produzione e lavoro », con sede in Ferrara

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 28 gennaio 1955, la Società cooperativa « Padana di produzione e lavoro », con sede in Ferrara, costituita con atto in data 19 novembre 1948 del dott. Guglielmo Giacomelli, è stata sciolta ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore.

(666)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione della frazione Pontelagoscuro in comune di Ferrara.

Con decreto Ministeriale 8 febbraio 1955, n. 25, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione della frazione Pontelagoscuro del comune di Ferrara, approvato con decreto Ministeriale 3 aprile 1949 e prorogato col decreto Ministeriale 8 aprile 1951, è ulteriormente prorogato fino al 31 dicembre 1956.

(694)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Malalbergo

Con decreto Ministeriale 8 febbraio 1955, n. 3676, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Malalbergo, approvato con decreto Ministeriale 24 gennaio 1947 e prorogato con i decreti Ministeriali 22 gennaio 1949 e 23 gennaio 1951, è ulteriormente prorogato fino al 31 dicembre 1956.

(696)

Ulteriore proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Castel Maggiore

Con decreto Ministeriale 8 febbraio 1955, n. 26, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione di Castel Maggiore, approvato con decreto Ministeriale 28 dicembre 1948 e prorogato con i decreti Ministeriali 26 dicembre 1950 e 29 settembre 1952, è ulteriormente prorogato fino al 31 dicembre 1956.

(695)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede nel comune di Pontinia (Latina).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691 e il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro in data 31 gennaio 1955 che dispone, in applicazione del combinato disposto degli articoli 33 del citato testo unico e 57 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 su ricordato, lo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede nel comune di Pontinia (Latina);

Dispone:

Il dott. Giorgio Mascia fu Ernesto è nominato commissario straordinario per l'amministrazione della Cassa rurale ed artigiana di Pontinia (Latina) ed i signori rag. Giovanni Benvenuti fu Tommaso, dott. rag. Domenico Berardi fu Antonio e Cesare De Agostini fu Arcangelo, sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa stessa con i poteri e le attribuzioni contemplati dal capo 7° del testo unico delle leggi sulle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706 e dal titolo VII, capo 2°, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 febbraio 1955

Il Governatore: MENICHELLA

(688)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cremona al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 11 ottobre 1954, n. 340.2.25/12066, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cremona al 30 novembre 1953;

Vista la nota del Prefetto di Cremona, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dottore Gioacchino Rigucci, nominato prefetto, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Gioacchino Rigucci è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cremona al 30 novembre 1953, il vice prefetto dott. Pasquale Fraenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 27 gennaio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(549)

Sostituzione del presidente e del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ferrara al 30 novembre 1953.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 31 maggio 1954, n. 340.2.28/9550, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ferrara al 30 novembre 1953;

Vista la nota del Prefetto di Ferrara, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Luigi Sandrelli ed il dott. Sebastiano Aulino, trasferiti ad altra sede, rispettivamente nella qualità di presidente e segretario della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Luigi Sandrelli e del dott. Sebastiano Aulino sono nominati rispettivamente presidente e segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Ferrara il vice prefetto dott. Mario Malinverno ed il vice segretario dott. Alfredo Bochicchio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 27 gennaio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(530)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Concorso per titoli per l'ammissione ai corsi allievi ufficiali di complemento di corpi e ruoli dell'Aeronautica militare

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto-legge 28 gennaio 1935, n. 314, e successive modificazioni;

Vista la legge 2 dicembre 1940, n. 1848;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 924;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 gennaio 1947, n. 384, e successive modificazioni;

Vista la legge 5 luglio 1952, n. 989;

Visto il decreto Presidenziale 24 aprile 1954, n. 368;

Decreta:

Art. 1.

Sono istituiti i seguenti corsi allievi ufficiali per la nomina a sottotenente di complemento dell'Aeronautica militare, nei sottonotati corpi e ruoli, per il numero di posti a fianco di ciascuno di essi segnato:

Arma aeronautica, ruolo servizi	posti n.	80
Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri	»	54
Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici	»	122
Corpo di commissariato, ruolo commissariato	»	32
Corpo di commissariato, ruolo amministrazione	»	22
Corpo sanitario aeronautico	»	30
Totale	posti n.	340

I posti messi a concorso nel Corpo del genio aeronautico — ruolo ingegneri e ruolo assistenti tecnici — sono suddivisi come segue:

Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri:

Categoria ingegneri:		
ingegneri aeronautici	posti n.	15
ingegneri edili	»	8
ingegneri radioelettricisti	»	12
ingegneri di armamento	»	4
ingegneri chimici	»	5
Categoria geofisici:		
geofisici	»	10
Totale	posti n.	54

Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici:

1ª categoria (costruzioni aeronautiche ed edilizie:		
da adibire al Servizio costruzioni aeronautiche	posti n.	22
da adibire al Servizio costruzioni edilizie	»	23
da adibire al Servizio radioelettrico	»	25
da adibire al Servizio armamento	»	10
da adibire al Servizio chimico	»	2
2ª categoria:		
assistenti di meteorologia	»	40
Totale	posti n.	122

Il Ministero, nell'ambito del numero complessivo dei posti messi a concorso, in relazione al numero dei candidati risultati idonei, si riserva la facoltà di modificare la suddivisione dei posti tra i vari corpi e ruoli, nonchè fra le categorie e specializzazioni di uno stesso corpo.

Art. 2.

Potranno essere ammessi ai corsi predetti i cittadini italiani con i requisiti e sotto osservanza delle condizioni che seguono:

a) abbiano tenuto buona condotta morale e civile ed appartengano a famiglia di insindacabile moralità;

b) abbiano compiuto il 18° anno di età alla data del presente decreto e non superato il 28°. Potranno altresì concorrere coloro che non abbiano superato il 32° anno di età, se dispensati dal presentarsi alle armi perchè già residenti all'estero;

c) siano in possesso della idoneità fisica al servizio militare incondizionato nell'Aeronautica militare e della idoneità somatico-funzionale in qualità di ufficiali di complemento;

d) non abbiano soddisfatto agli obblighi della ferma di leva o siano stati dispensati dal compierla, nè, alla data di scadenza del presente concorso, siano stati incorporati in altra Forza armata;

e) siano in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

1. *Per il ruolo servizi dell'Arma aeronautica*:

del diploma di maturità classica, scientifica, artistica, ovvero di abilitazione magistrale.

2. *Per il Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri*:

della laurea in ingegneria o architettura, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 in qualità di ingegneri aeronautici o ingegneri edili o ingegneri radioelettricisti o ingegneri di armamento;

della laurea in ingegneria chimica o in chimica o in chimica industriale, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 in qualità di ingegneri chimici;

della laurea in fisica, fisica-matematica o matematica o della sezione del magistero dell'Istituto superiore navale di Napoli, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 in qualità di geofisici.

3. *Per il Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici*:

del diploma di abilitazione rilasciato da un Istituto tecnico industriale; del diploma di geometra; del diploma di perito agrario; del diploma di maturità artistica; del diploma di maturità classica o scientifica, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 nella 1ª categoria (costruzioni aeronautiche ed edilizie);

del diploma di abilitazione rilasciato da un Istituto tecnico industriale; del diploma di geometra; del diploma di maturità classica o scientifica; del diploma di Istituto tecnico nautico, se aspiranti all'ammissione al corso di cui al precedente art. 1 nella 2ª categoria (assistenti di meteorologia).

4. *Per il Corpo di commissariato, ruolo commissariato*:

della laurea in giurisprudenza, economia e commercio, scienze sociali, scienze politiche, scienze coloniali, oppure laurea in scienze economiche marittime conseguita presso la Sezione armamento navale dell'Istituto superiore navale di Napoli.

5. *Per il Corpo di commissariato, ruolo amministrazione*:

del diploma di ragioniere o perito commerciale.

6. *Per il Corpo sanitario aeronautico*:

della laurea in medicina e chirurgia e abilitazione all'esercizio della professione. I candidati dovranno aver conseguito la predetta abilitazione prima della data di inizio del corso.

Art. 3.

Gli aspiranti dovranno far pervenire al Ministero della difesa-Aeronautica - Direzione generale del personale militare - Sezione autonoma concorsi e scuole, Roma, entro il 15 aprile 1955, la domanda in carta legale da L. 200, anche in caso di povertà del concorrente.

I candidati dovranno dichiarare nella domanda:

la data ed il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime:

le eventuali condanne penali riportate;

il titolo di studio;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari, specificando il distretto militare di appartenenza.

Nella domanda i candidati dovranno inoltre indicare a quale dei corsi di cui al precedente art. 1 intendano partecipare; gli aspiranti all'ammissione al Genio aeronautico, ruolo ingegneri ed al Genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, dovranno altresì indicare la categoria e la specializzazione preferita, in relazione al titolo di studio posseduto.

Non è ammesso presentare domanda per l'ammissione a più di uno dei corpi o ruoli o categorie e specializzazioni di cui al precedente art. 1.

I candidati dovranno altresì specificare nella domanda il loro preciso *recapito* e *l'indirizzo della famiglia*, con lo obbligo di notificare le successive eventuali variazioni, mediante lettera raccomandata, al Ministero della difesa-Aeronautica - Direzione generale del personale militare - Sezione autonoma concorsi e scuole, Roma.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante o dal comandante del Corpo, qualora il candidato trovasi in servizio militare nell'Aeronautica militare.

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Alla domanda dovranno essere allegati i sottonotati documenti:

1) titolo di studio di cui al capoverso e) del precedente art. 2 in originale, ovvero in copia notarile debitamente legalizzata, oppure certificato che attesti il conseguimento del titolo stesso (vistato dal rettore dell'Università se trattasi di diploma di laurea; firmato dal capo dell'Istituto e vistato dal provveditore agli studi se trattasi di diploma di Istituto medio superiore), ovvero copia notarile di detto certificato debitamente legalizzato. Le predette copie o certificati debbono essere in regola con le norme sul bollo.

Dai suddetti documenti dovrà risultare:

il voto conseguito nell'esame di laurea, se trattasi di diploma di laurea;

le votazioni riportate nelle singole materie, se trattasi di diploma di Istituto medio superiore;

2) ogni altro titolo, certificato o dichiarazione utile ai fini della formazione delle graduatorie;

3) per gli iscritti alla leva di mare, dichiarazione di nulla osta all'arruolamento nell'Aeronautica militare rilasciata dalle competenti autorità della Marina.

Qualora i titoli di cui al precedente capoverso 2) si siano maturati o siano stati conseguiti dopo il termine di scadenza del concorso, i relativi documenti potranno essere presentati entro il 30° giorno dalla data di scadenza del concorso stesso.

Art. 4.

La data di arrivo delle domande risulta dal bollo di ufficio e non è ammessa altra prova in contrario.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito.

Per quelle domande e documentazioni che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale ed insindacabile, e caso per caso, la facoltà di accogliere la successiva regolarizzazione, anche oltre i termini stabiliti.

Non è ammesso il riferimento a documentazione presentata per altri concorsi presso l'Amministrazione aeronautica o presso altre Amministrazioni.

Il Ministero, indipendentemente dalla regolarità dei documenti presentati, ed in qualunque momento, si riserva la facoltà di escludere dal concorso o di prosciogliere dal corso coloro ai quali non ritenesse opportuno conferire la nomina ad ufficiale.

Art. 5.

Gli aspiranti saranno convocati con « lettera foglio di viaggio », alla quale sarà allegato lo scontrino per il viaggio di andata e ritorno a tariffa militare, senza diritto a rimborso, per essere avviati a visita sanitaria per l'accertamento dei requisiti fisici e della idoneità somatico-funzionale di cui al capoverso c) del precedente art. 2, graduata nelle tre categorie di: 1°) ottimo, 2°) buono, 3°) sufficiente. I candidati dovranno presentarsi alla visita medica muniti di documento di identità personale.

Art. 6.

Le graduatorie verranno formate da apposite Commissioni, distinte per ogni corpo e ruolo. I decreti Ministeriali concernenti la istituzione, composizione e nomina delle predette Commissioni verranno emanati di concerto con il Ministro per il tesoro.

Avranno la precedenza assoluta:

nel ruolo servizi dell'Arma aeronautica:

a) i concorrenti muniti di brevetto di pilota civile che non siano riconosciuti fisicamente idonei al pilotaggio militare;

b) i concorrenti in possesso del brevetto di pilota di aeroplano, conseguito presso le Scuole dell'aeronautica militare;

nel Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri:

a) i concorrenti in possesso di laurea in ingegneria aeronautica, *aspiranti all'ammissione in qualità di ingegneri* aeronautici;

b) i concorrenti che abbiano frequentato con esito favorevole corsi di meteorologia aeronautica presso enti aeronautici, aspiranti all'ammissione in qualità di geofisici;

nel Corpo del genio aeronautico - ruolo assistenti tecnici:

a) i concorrenti muniti del diploma di perito in costruzioni aeronautiche, aspiranti alla 1ª categoria;

b) i concorrenti che abbiano frequentato con esito favorevole corsi di meteorologia aeronautica presso enti aeronautici, aspiranti alla 2ª categoria.

Le graduatorie di cui sopra, distinte per i vari corpi, ruoli, categorie e specializzazioni, saranno formate in base alla somma dei punti riportati da ciascun candidato in relazione:

1) al titolo di studio:

per i corsi per i quali è richiesta la laurea, con l'assegnazione del punteggio di laurea espresso in 1/110;

per i corsi per i quali è richiesto il diploma di Istituto medio superiore, con l'assegnazione del punteggio corrispondente alla media dei voti riportati, moltiplicata per dieci;

2) al grado di idoneità somatico-funzionale, con l'assegnazione di dieci punti per la prima categoria, cinque punti per la seconda categoria. Nessun punto verrà attribuito ai candidati classificati nella terza categoria;

3) agli eventuali altri titoli presentati, con l'assegnazione del seguente punteggio:

a) 15 punti per i concorrenti che, pur non avendo conseguito il brevetto di pilota di aeroplano abbiano superato gli esami teorici stabiliti per gli allievi piloti presso le predette Scuole dell'aeronautica militare;

b) 15 punti per i provenienti dai collegi dell'Opera nazionale figli degli aviatori;

c) 12 punti per gli aspiranti laureati in ingegneria che abbiano superato il corso di tecnica radar effettuato presso il Consiglio nazionale delle ricerche;

d) 12 punti per gli aspiranti laureati in ingegneria che abbiano superato il corso informativo di balistica superiore;

e) da 1 a 9 punti per il complesso degli eventuali titoli esibiti e ritenuti utili alle mansioni che i candidati saranno chiamati a disimpegnare, secondo criteri di valutazione che verranno preventivamente stabiliti dalle Commissioni di cui al precedente art. 6;

f) 3 punti per gli orfani di guerra;

g) da 1 a 5 punti per il servizio militare eventualmente prestato in relazione alle categorie e specializzazioni di assegnazione, con criteri che verranno preventivamente stabiliti dalle Commissioni predette;

h) 1 punto per ciascuno dei seguenti titoli e per un massimo di 2 punti:

orfani dei Caduti dell'Aeronautica militare;

orfani dei militari ed impiegati civili dell'Aeronautica o delle altre Amministrazioni militari;

profughi da territori già soggetti alla giurisdizione italiana;

figli di mutilati ed invalidi di guerra;

figli di militari od impiegati civili dell'Aeronautica.

Nella formazione delle graduatorie relative alle categorie e specializzazioni del Corpo del genio aeronautico, ruolo assistenti tecnici, gli eventuali posti che dovessero rimanere scoperti dopo l'assegnazione delle precedenze, a giudizio insindacabile della Commissione, in base a criteri prestabiliti ed a prescindere dalla votazione conseguita negli esami di diploma o dagli altri titoli eventualmente presentati, saranno ricoperti dai candidati in possesso di quei titoli di studio che saranno ritenuti più attinenti alle mansioni cui gli ammessi ai corsi saranno destinati dopo conseguita la nomina ad ufficiale.

Art. 7.

I concorrenti utilmente collocati nelle graduatorie, saranno invitati dal Ministero a far pervenire, entro trenta giorni dalla data del foglio di comunicazione, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale e debitamente legalizzati o vidimati:

1) estratto o certificato dell'atto di nascita;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato del casellario giudiziale;

4) documenti matricolari militari:

i giovani che non siano stati arruolati dai Consigli di leva, per non aver ancora subìto la visita medica di leva o per altri legali motivi, dovranno presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva, rilasciato dal sindaco del Comune di nascita del candidato;

coloro invece che abbiano già subìto la visita medica di leva e siano stati dichiarati « abile arruolato », dovranno presentare copia o estratto del foglio matricolare, con apposte marche da bollo da L. 200 su ogni foglio, rilasciato dal distretto militare competente;

coloro che abbiano già subìto la visita medica di leva e non siano stati dichiarati « abile arruolato », dovranno presentare il certificato di esito di leva rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

5) certificato comprovante il conseguimento dell'abilitazione professionale.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4) dovranno essere stati rilasciati in data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto.

Non è necessaria la legalizzazione dei documenti rilasciati dalle autorità amministrative del comune di Roma.

Per quei documenti che risultassero formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile, e caso per caso, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione, anche oltre il termine stabilito.

Art. 8.

Gli ammessi al corso in virtù della presente determinazione, assumeranno in ogni caso la ferma di mesi diciotto con decorrenza dalla data di inizio del corso.

I concorrenti saranno ammessi al corso stesso in qualità di avieri allievi ufficiali; dopo due mesi di corso gli allievi saranno promossi allievi scelti. Al termine del corso, che avrà la durata presumibile di mesi sei e si svolgerà presso la Scuola di guerra aerea di Firenze, avranno luogo gli esami.

Gli allievi che superino detti esami e siano giudicati idonei a rivestire il grado di ufficiale saranno nominati sottotenenti di complemento dell'Aeronautica militare.

Gli allievi che, per qualsiasi motivo, non frequentino almeno un terzo delle lezioni ed esercitazioni, saranno dimessi dal corso.

Il Ministero della difesa-Aeronautica, su proposta del Comando della scuola, ha altresì facoltà di dimettere dal corso, in qualunque momento, quegli allievi che, per deficienza di qualità militari o per motivi disciplinari, non ritenga meritevoli della nomina ad ufficiali.

Gli allievi dimessi dal corso perderanno la qualifica di allievo ed ultimeranno il servizio di leva nella categoria governo del ruolo servizi dell'Arma aeronautica.

Gli allievi che, pur avendo superato tutti gli esami di prima sessione, siano giudicati non idonei alla nomina per sopravvenuti motivi disciplinari, saranno ripresi in esame dopo almeno tre mesi di servizio e, se giudicati idonei, saranno nominati sottotenenti di complemento insieme a quegli allievi che non abbiano superato gli esami di prima sessione e che li abbiano ripetuti con successo dopo almeno tre mesi di servizio e siano giudicati idonei dal comandante della Scuola o dalle autorità gerarchiche.

Coloro che non superano gli esami di seconda sessione o che pur avendoli superati non saranno giudicati idonei alla nomina ad ufficiale, perderanno la qualifica di allievi ed ultimeranno il servizio di leva nella categoria governo del ruolo servizi dell'Arma aeronautica.

Gli allievi che, per motivi di salute o per altra accertata causa di forza maggiore, non abbiano potuto sostenere tutti o parte degli esami, nella prima o nella seconda sessione, potranno essere ammessi eccezionalmente ad una sessione straordinaria, limitatamente ai soli esami non sostenuti per una delle cause di cui sopra.

Le nomine di cui sopra saranno effettuate in ogni caso, con anzianità assoluta decorrente dalla data del relativo decreto e con anzianità relativa determinata dalla graduatoria degli esami di fine corso.

Il Ministero della difesa-Aeronautica ha facoltà di disporre, con provvedimento collettivo, il collocamento in congedo illimitato prima del compimento della ferma assunta, dei sottotenenti provenienti dal corso di cui alla presente determinazione, qualora ciò sia ritenuto opportuno per ragioni di bilancio o di servizio.

Art. 9.

I militari in servizio di leva o trattenuti dell'Aeronautica militare che aspirino ad essere ammessi al corso e siano in possesso dei requisiti stabiliti dalle lettere *a*), *b*) ed *e*) dell'art. 2, dovranno far pervenire la domanda per via gerarchica entro il termine ed all'indirizzo di cui all'art. 3. Le autorità gerarchiche dovranno esprimere sulla domanda motivato parere.

La domanda dovrà essere corredata dai documenti di cui ai nn. 1) e 2) del predetto art. 3.

Nella domanda gli aspiranti dovranno impegnarsi a compiere 18 mesi di servizio con decorrenza dalla data di inizio del corso.

Coloro che rivestano un grado militare, dovranno inoltre dichiarare nella domanda di rinunciarvi in caso di ammissione al corso, salvo essere reintegrati nel grado e nell'anzianità qualora vengano, per qualunque motivo, esonerati dal corso stesso, ovvero risultino non idonei agli esami finali.

I Comandi di reparto presso i quali i militari si trovino in servizio sono autorizzati, qualora nel frattempo i militari stessi acquistino titolo all'invio in congedo, a trattenerli alle armi in attesa dell'esito della domanda.

Ai candidati utilmente collocati nelle graduatorie, sarà richiesta la presentazione dei documenti di cui ai nn. 1), 3) e 4) del precedente art. 7. Tali documenti dovranno pervenire al Ministero entro trenta giorni dalla data del foglio di comunicazione, a pena di decadenza.

Gli allievi dimessi dal corso saranno prosciolti dall'obbligo di cui al terzo capoverso del presente articolo; il tempo trascorso in qualità di allievi ufficiali non sarà però computato ai fini della ferma che i medesimi siano tenuti ad ultimare per fatto di leva.

Roma, addì 1° gennaio 1955

p. *Il Ministro*: SULLO

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *febbraio* 1955
Registro n. 14 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 89. — RAPISARDA

MODELLO DI DOMANDA
(Carta da bollo da L. 200)

Al Ministero difesa-Aeronautica - Direzione generale personale militare - Sezione autonoma concorsi - ROMA

Io sottoscritto . . . .
figlio di . . . . e di . . . .
nato a . . . . (prov. di . . . .)
il . . . . appartenente al distretto militare di . . . . abitante a (1) . . . . . (prov. di . . .) via . . . . n. . chiede di essere ammesso al concorso per allievi ufficiali di complemento del (2) . . . . .

All'uopo dichiaro sotto la mia responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere celibe (o ammogliato con o senza prole, o vedovo con o senza prole);

di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di (3) . . .;

di non aver riportato condanne penali (4);

di essere in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito presso l'Università, Istituto o Scuola . . . di . . . nell'anno . . . .;

di trovarmi nella seguente posizione militare (5) . . . .

Allego alla presente domanda i seguenti documenti:

1) . . . .
2) . . . .
3) . . . .

. . . . . . addì . . . . (data)

Firma . . . .
(per esteso, cognome e nome leggibile)

Visto: (6)

---

(1) Luogo di residenza. Qualora la residenza della famiglia dell'aspirante non corrisponda con la residenza dell'aspirante stesso, occorre precisare anche il recapito della famiglia.

(2) Indicare l'Arma o Corpo, cui l'aspirante intenda essere ammesso, specificando altresì il ruolo, la categoria e specializzazione di cui all'art. 1 del bando di concorso.

(3) In caso di non iscrizione o cancellazione, indicare i motivi.

(4) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate, la data del provvedimento e l'Autorità giudiziaria che lo ha emanato.

(5) Indicare se l'aspirante non ha ancora iniziato il servizio militare di leva perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva, ovvero che pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio, specificandone il motivo.

(6) Firma del segretario comunale del Comune di residenza dell'aspirante, o di un notaio. Per i candidati dipendenti statali è sufficiente il visto del capo ufficio e per i militari dell'Aeronautica militare è sufficiente il visto del comandante di Corpo.

(700)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Posti d'impiego d'ordine presso il Ministero di grazia e giustizia, spettanti ai sottufficiali delle Forze armate (Esercito, Marina, Aeronautica). (Circolare 5 febbraio 1955).

Sono disponibili presso il Ministero di grazia e giustizia, nel ruolo del personale d'ordine dell'Amministrazione autonoma degli archivi notarili, n. 4 (quattro) posti di vice coadiutore (grado 12°, gruppo *C*), spettanti ai sottufficiali, già dichiarati idonei e meritevoli per il passaggio all'impiego civile in base all'art. 96 del regio decreto 18 giugno 1931, n. 914, per quanto riguarda i sottufficiali della Marina, allo art. 14 del regio decreto 15 settembre 1932, n. 1514, per quanto riguarda i sottufficiali dell'Esercito, all'art. 68 del regio decreto-legge 3 febbraio 1938, n. 744, per quanto riguarda i sottufficiali dell'Aeronautica od in base all'art. 57 dello stato giuridico dei sottufficiali delle Forze armate (Esercito, Marina, Aeronautica), approvato con legge 31 luglio 1954, n. 599.

I sottufficiali che intendono concorrere ai suindicati posti dovranno presentare al Corpo di appartenenza, non oltre il 15 marzo 1955, apposita domanda su carta da bollo da L. 200 (duecento), nella quale dovrà essere contenuta la dichiarazione di accettazione di qualsiasi residenza.

Le domande dovranno essere subito, ed in ogni caso entro il termine massimo di giorni 10 (dieci) dalla data di presentazione, trasmesse dagli Enti presso i quali gli interessati sono in servizio, direttamente a questo Ministero (Direzione generale personali civili e affari generali), corredate della prescritta copia dei documenti matricolari e caratteristici degli interessati e di uno specchio indicante, al lordo di ogni ritenuta e deduzione, gli assegni di cui essi sono in godimento.

Ai sottufficiali che saranno nominati all'impiego civile compete, in aggiunta degli assegni iniziali del grado 12°, la eventuale differenza da riassorbirsi nei successivi aumenti fra lo stipendio (o l'ammontare della paga giornaliera valutata ad un anno) di cui sono provvisti e lo stipendio assegnato nel grado civile, esclusa ogni indennità di carattere militare, oltre l'indennità di carovita.

La presente vale come notificazione a tutti gli interessati.

p. *Il Ministro*: BOSCO

(673)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Graduatoria dei vincitori del concorso per esami a centoventi posti di ingegnere in prova nel Corpo del genio civile, indetto con decreto Ministeriale 17 novembre 1953.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il regio decreto 7 novembre 1911, n. 1249, che ha approvato il regolamento per il personale del Genio civile;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive estensioni e modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dello Stato, e successive modificazioni;

Visti i regi decreti 8 maggio 1924, n. 823 e 3 gennaio 1926, n. 48, che recano norme a favore del personale ex-combattente, e successive estensioni;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che determina la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il regio decreto-legge 26 marzo 1946, n. 141, che detta norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il regio decreto-legge 25 maggio 1946, n. 435, circa l'ammissione ai concorsi pubblici;

Visto il decreto legislativo 4 aprile 1948, n. 282, contenente modificazioni ai ruoli organici dell'Amministrazione dei lavori pubblici;

Visto il decreto Ministeriale 28 luglio 1953, n. 27468, registrato alla Corte dei conti il 17 novembre 1953, registro n. 38,

foglio n. 400, con il quale è stato indetto il concorso per esami a centoventi posti di ingegnere in prova (gruppo *A*) del Genio civile;

Visto il decreto Ministeriale 28 maggio 1954, n. 19354, registrato alla Corte dei conti il 18 giugno 1954, registro n. 19, foglio n. 298, con il quale è stato consentito ai candidati laureati nell'anno 1952-1953 di presentare il diploma di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione, prescritto dall'art. 3 del su citato decreto Ministeriale n. 27468 di bando, entro e non oltre il 30° giorno dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale;*

Visto il decreto Ministeriale 10 maggio 1954, n. 17263, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno 1954, registro n. 18, foglio n. 57, con il quale è stata nominata la Commissione esaminatrice;

Vista la relazione della Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei vincitori del concorso per esami a centoventi posti di ingegnere in prova (gruppo *A*, grado 10°) del Genio civile bandito con il decreto Ministeriale 28 luglio 1953, di cui alle premesse:

1. Rubegni Giuseppe	punti	19,155
2. Mastrangelo Raffaele	»	18,185
3. D'Ambrosio Quintino	»	17,80
4. Zanovello Angelo	»	17,580
5. Mancini Marando	»	17,11
6. Gramignazzi Serrone Filippo	»	17,01
7. Gaddi Giusto	»	16,685
8. Martini Luigi	»	16,6225
9. Savalli Michele	»	16,35
10. Monetto Livio	»	16,13
11. De Juliis Michele, celibe, nato il 18 aprile 1924	»	16,01
12. Borsei Claudio, celibe, nato il 22 luglio 1924	»	16,01
13. D'Antonio Silvio, celibe, nato il 30 luglio 1925	»	16,01
14. Volpe Vincenzo	»	15,9725
15. Galati Lorenzo	»	15,73
16. D'Antonio Gerardo	»	15,655
17. Vastola Francesco	»	15,6425
18. Colpi Vittorio, ex combattente	»	15,63
19. Scarselli Mario	»	15,63
20. Regina Michelangelo	»	15,610
21. Brighenti Ugo, celibe, nato il 9 ottobre 1920	»	15,56
22. Crestani Giovanni, celibe, nato il 12 dicembre 1922	»	15,56
23. Santostasi Francesco	»	15,51
24. Aponte Gianni, ex combattente	»	15,40
25. Vitale Giuseppe	»	15,40
26. Brescia Michele	»	15,30
27. Salerno Giuseppe	»	15,275
28. Gaudio Mario	»	15,210
29. Perricone Luigi	»	15,1995
30. Iarlori Vittorio	»	15,135
31. Richichi Salvatore	»	15,06
32. Salerno Domenico	»	15,05
33. Sellitti Francesco	»	14,825
34. Coppola Guido	»	14,8125
35. De Leva Giangiacomo	»	14,80
36. Carusi Ermanno	»	14,6225
37. Bedocchi Franco	»	14,4666
38. Lamparelli Francesco	»	14,4625
39. Terzoni Mario	»	14,45
40. Maione Mario	»	14,40
41. Occhipinti Salvatore	»	14,1425
42. Ancora Giovanni	»	14,130
43. Blosi Franco	»	13,8250

Roma, addì 15 dicembre 1954

Il Ministro: ROMITA

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *febbraio* 1955
Registro n. 4, *foglio n.* 202. — DEL GOBBO

(699)

PREFETTURA DI LA SPEZIA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di La Spezia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LA SPEZIA

Visto il proprio decreto n. 19877 in data 23 ottobre 1954, col quale veniva approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per posti di medico condotto vacanti in provincia di La Spezia alla data del 30 novembre 1952, indetto con decreto prefettizio n 2171 del 15 marzo 1953;

Visto il proprio decreto n. 19878 del 23 ottobre 1954, con il quale venivano dichiarati i vincitori alle condotte messe a concorso, ed il successivo proprio decreto n. 23552 del 21 dicembre 1954, con il quale venivano apportate modifiche alla graduatoria dei vincitori del concorso stesso;

Considerato che il dott. Branca Alberto, nominato titolare della condotta di Maissana ha con dichiarazione scritta in data 12 gennaio 1955, espressamente rinunciato alla suddetta condotta, come da comunicazione del sindaco del Comune n. 42 del 19 gennaio 1955;

Vista la graduatoria del concorso e le sedi indicate in ordine preferenziale per le quali i singoli candidati hanno inteso ricorrere;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Moretti Bruno, compreso nella graduatoria degli idonei al concorso di cui in premessa, è dichiarato vincitore della condotta medica di Maissana, in sostituzione del dottor. Branca Alberto, rinunciatario.

Il sindaco di Maissana è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

La Spezia, addì 22 gennaio 1955

Il prefetto: GORINI

(594)

PREFETTURA DI PIACENZA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PIACENZA

Visto il proprio decreto n. 33236 in data 13 novembre 1954, col quale il dott. Dino Medagliani venne dichiarato vincitore della seconda condotta medica del comune di Carpaneto Piacentino;

Vista la lettera del sindaco del comune di Carpaneto Piacentino n. 209 in data 18 gennaio 1955, con la quale viene comunicato che quella Giunta municipale con deliberazione n. 9 in data 11 gennaio 1955, ha dichiarato rinunciatario il dottor Medagliani per non aver egli assunto servizio nel termine fissatogli dall'Amministrazione;

Ritenuto doversi procedere all'assegnazione della condotta di cui innanzi al dott. Vincenzo Ettore Talarico che segue immediatamente in graduatoria;

Visto l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

Il dott. Vincenzo Ettore Talarico è dichiarato vincitore della seconda condotta medica di Carpaneto Piacentino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del comune di Carpaneto Piacentino.

Piacenza, addì 19 gennaio 1955

Il prefetto: OTTAVIANO

(600)

PREFETTURA DI FROSINONE

Graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FROSINONE

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1285;

Visto il proprio decreto n. 1899 div. 3.1 in data 10 giugno 1953, con il quale venne bandito il concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Frosinone al 30 novembre 1952;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 12 giugno 1954 e regolarmente pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica;

Visto l'art. 55 del citato regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa come appresso indicato:

1.	Barone Maria	punti 54,72
2.	Vittori Luigia	» 53,72
3.	Pacifici Ilde	» 53,26
4.	Paccagnella Margherita	» 52,99
5.	Giannoni Franca	» 51,69
6.	Ferriani Novella	» 51,36
7.	Di Pofi Maria Antonietta	» 50,96
8.	Giovannini Natalina	» 50,9475
9.	Michelini Mafalda	» 50,58
10.	Cencia Agnesina	» 50,16
11.	De Benedetto Anna	» 50,15
12.	Lauretti Lirina	» 49,98
13.	Maggio Anna	» 49,81
14.	Parrella Nicolina	» 49,50
15.	Valentini Severina	» 48,92
16.	Rossi Anna Maria	» 48,20
17.	Nicolia Liliana	» 48 —
18.	Pagnotta Concetta	» 46,02
19.	Vitelli Silvia	» 45,30
20.	Sperduti Edvina	» 45 —
21.	Pirri Felicia	» 45 —
22.	Alonzi Giovannina	» 44,96
23.	Cellini Giuliana	» 44,06
24.	Medici Romilde	» 43,57
25.	Mescia Vincenza	» 43 —
26.	Tatta Paolina	» 42,30
27.	Ravagnoli Fenny	» 42,17
28.	Apponi Teresa	» 40,80
29.	Migliorelli Rosina	» 40,30
30.	Cappella Rosanna	» 38,30
31.	Quintiliani Donata	» 37 —
32.	Papavaro Anna	» 36,10

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Frosinone, addì 3 febbraio 1955

Il prefetto: SCOLARO

(678)

PREFETTURA DI BELLUNO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Belluno

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BELLUNO

Visto il decreto prefettizio n. 17065/III.S. del 28 dicembre 1953, con il quale venne bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Belluno al 30 novembre 1953;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice d'esami del concorso stesso;

Visti gli articoli 14 e 20 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, per i quali non possono essere dichiarati idonei i candidati che non abbiano riportato almeno 7/10 di punto nelle prove pratiche;

Visti gli articoli 23 e 75 del regio decreto 11 marzo 1953, n. 281;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei partecipanti al concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Belluno al 30 novembre 1953, bandito con decreto prefettizio n. 17065/III.S del 28 dicembre 1953 e dichiarati idonei dalla Commissione d'esami:

1.	Da Vià dott. Lino	punti 57,47 su 100
2.	Cinel dott. Lino	» 51,83 »
3.	Poggi dott. Carlo	» 51,61 »
4.	Pescosta dott. Giovanni	» 49,20 »
5.	Tollardo dott. Donato	» 48,88 »
6.	Caldart dott. Ugo	» 46,65 »
7.	Perego dott. Alessandro	» 44,28 »
8.	Gorsini dott. Goffredo	» 42,68 »
9.	Basile dott. Giuseppe	» 42,55 »
10.	Rodeghiero dott. Fortunato	» 42,13 »
11.	Zanella dott. Michelangelo	» 41,65 »
12.	Biasio dott. Lorenzo	» 41,23 »
13.	Valerio dott. Francesco	» 41,15 »
14.	Varagnolo dott. Pietro	» 40,82 »
15.	Valenti dott. Giuseppe	» 40,34 »
16.	Furlan dott. Achille	» 40,20 »
17.	Ganz dott. Rinaldo	» 39,99 »
18.	Rossi dott. Angelo	» 39,68 »
19.	Inturrisi dott. Francesco	» 39,67 »
20.	Giunta dott. Luciano	» 39,50 »
21.	De Stefani dott. Carlo	» 38,77 »
22.	Ottobrelli dott. Giuseppe	» 38,49 »
23.	Picenna dott. Enzo	» 36,40 »
24.	Tresso dott. Danilo	» 36,29 »
25.	Zambon dott. Leo	» 35,68 »

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia ed affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Belluno, addì 29 dicembre 1954

Il prefetto: VECCHI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BELLUNO

Visto il decreto prefettizio n. 17065/III.S. del 28 dicembre 1953, con il quale venne bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Belluno al 30 novembre 1953;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Visto il proprio decreto di pari numero e data col quale è stata approvata la graduatoria dei partecipanti al concorso dichiarati idonei dalla Commissione giudicatrice di esami;

Tenuto conto l'ordine delle preferenze per le sedi messe a concorso indicato dai candidati nelle rispettive domande di partecipazione al concorso;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 55 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I concorrenti sotto elencati sono dichiarati vincitori del concorso di cui in narrativa ed assegnati alla sede a fianco di ciascuno indicata:

1) Da Vià dott. Lino: Ponte nelle Alpi;
2) Cinel dott. Lino: Feltre (reparto Villabruna);
3) Poggi dott. Carlo: Lamon (primo reparto);
4) Pescosta dott. Giovanni: Consorzio medico Tambre-Spert.

I suddetti sanitari vengono designati alle competenti Amministrazioni per la nomina a titolare della condotta.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia ed affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Belluno, addì 29 dicembre 1954

Il prefetto: VECCHI

(676)

PREFETTURA DI NAPOLI

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Napoli

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NAPOLI

Visti i propri decreti 8920, 10655 e 14712 in data, rispettivamente 30 giugno, 10 luglio e 28 settembre 1954, con cui venivano dichiarati i vincitori del concorso, per titoli ed esami, a diciotto posti di medico condotto vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1951;

Visto il successivo decreto n. 10924 in data 10 gennaio 1955, con cui il dott. Scaramellino Emmanuel è stato dichiarato vincitore della condotta medica di San Vitaliano;

Ritenuto che il dott. Scaramellino Emmanuel ha dichiarato di rinunziare alla nomina di medico condotto del comune di San Vitaliano;

Viste le domande degli altri candidati idonei che seguono nella graduatoria, con la indicazione, in ordine di preferenza, delle sedi messe a concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento del concorso a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Aristide La Rocca è dichiarato vincitore del concorso di cui alle premesse per la condotta medica del comune di San Vitaliano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Napoli, addì 20 gennaio 1955

Il prefetto: DIANA

(597)

PREFETTURA DI LECCE

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LECCE

Visto il proprio decreto pari numero del 17 novembre 1954, con il quale è stato dichiarato vincitore della quinta condotta medica di Nardò il dott. Nicolardi Walter fu Giovanni;

Considerato che detto sanitario, con comunicazione telegrafica in data 19 gennaio 1955, ha dichiarato di rinunziare alla nomina per cui occorre provvedere alla designazione di altro candidato, che segua immediatamente in graduatoria ed abbia chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' dichiarato vincitore della quinta condotta medica di Nardò il dott. Pietro Bettani di Luigi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Lecce, addì 27 gennaio 1955

Il prefetto: D'ADDARIO

(595)

PREFETTURA DI PESARO E URBINO

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pesaro e Urbino.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PESARO E URBINO

Visto il decreto n. 14794 in data 2 novembre 1954, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei partecipanti al concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti al 30 novembre 1952;

Vista la nota n. 2328 in data 4 gennaio 1955, con la quale il sindaco del comune di Cartoceto comunica che il vincitore di quella condotta veterinaria dott. Ranocchi Luigi, ha formalmente rinunciato alla nomina;

Ritenuto che la condotta predetta va assegnata al dottor Bacchilega Cecchino, 7° classificato nella graduatoria generale degli idonei;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Cecchino Bacchilega, medico veterinario, è dichiarato vincitore della condotta veterinaria di Cartoceto.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del comune di Cartoceto.

Pesaro, addì 19 gennaio 1955

Il prefetto: SANIORO

(598)

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Trento.

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto che la sig. Engele Geltrude vincitrice del concorso al posto di ostetrica condotta del comune di Grumes ha rinunciato alla nomina;

Che delle concorrenti che la seguono in graduatoria, approvata con decreto commissariale 8 settembre 1954, n. 21471 III.a, l'ostetrica Pizzini Tosca ha indicato il suddetto posto in ordine di preferenza e debitamente interpellata, ha dichiarato di accettare la nomina;

Visti gli articoli 26 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 76, n. 3, dello Satuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige;

Decreta:

L'ostetrica Pizzini Tosca fu Angelo è dichiarata vincitrice del concorso al posto di ostetrica condotta di Grumes ed è designata per la nomina al posto stesso.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel «Bollettino ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige» e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Commissariato e a quello del Comune suindicato.

Trento, addì 25 gennaio 1955

Il Commissario del Governo
BISIA

(601)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.